



Unilever - Côte d'Ivoire

Rapport d'activités 2003

Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2004



NOUVEAU

Closeup

**Pour une haleine
encore plus
fraîche !**



*C'est Cool, cest **Closeup***

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 30 JUIN 2004

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE SOCIAL 2003

SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR	6
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
<u>CHAP I :</u> BILAN DES ACTIVITES.....	8 - 19
- Evolution des ventes.....	8
- Vie de nos produits et marques	10
- Approvisionnement en huile de palme brute et huile de coton raffinée	12
- Activités des sociétés filiales	16
- Investissements et ressources humaines	18 - 19
<u>CHAP II :</u> PRÉSENTATION DES COMPTES	20
- Comptes de production et résultats.....	21
- Bilan	23
<u>CHAP III :</u> PROPOSITION D'AFFECTATION DES RÉSULTATS.....	24
<u>CHAP IV :</u> PERSPECTIVES DE L'ANNÉE 2004 ET VISION D'UNILEVER.....	25
<u>CHAP V :</u> RATIFICATION DE LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.....	27
NOMINATION DES ADMINISTRATEURS.....	27
<u>CHAP VI :</u>	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	28
- Rapport général	28
- Rapport spécial	30
TEXTES DES RESOLUTIONS	33
ANNEXES.....	34
Etats financiers	

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil d'Administration

Président

Monsieur Marc DESENF

Administrateurs

Monsieur Joseph AKA

Monsieur Gustave BP

Monsieur Georges Kouassi

Monsieur Casimir AKE

La Société UNILEVER OVERSEAS
HOLDINGS LIMITED représentée par
Monsieur Serge AGNERO

Commissaires aux Comptes Titulaires

Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS
Cabinet ERNST & YOUNG

Commissaires aux Comptes Suppléants

Madame Caroline Orio

Monsieur Edouard Messou

ARTION

ORDRE DU JOUR

- Présentation des
au 31 décembre
- Présentation
l'exercice
- les corr
- l'Acte
- Actes d'affecta-
- Actes d'a-

la

ORDRE DU JOUR

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2003 et des rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme du Traité OHADA sur les sociétés commerciales ;
- Approbation desdits comptes et conventions ; quitus aux Administrateurs ;
- Affectation et répartition des résultats ;
- Ratification de la cooptation d'un Administrateur ;
- Nomination des Administrateurs ;
- Fixation de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil vous a réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003 et la proposition d'affectation des résultats.

Les questions inscrites à l'ordre du jour seront développées dans les chapitres suivants :

- **Chapitre I** : Activités de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003 ;

- **Chapitre II** : Présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2003 ;

- **Chapitre III** : Proposition d'affectation des résultats et perspectives d'avenir ;

- **Chapitre IV** : Ratification de la cooptation d'un Administrateur ;

- **Chapitre IV** : Nomination des Administrateurs.

- **Chapitre V** : Indemnités de fonction à allouer aux Administrateurs



CHAPITRE I

ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2003

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

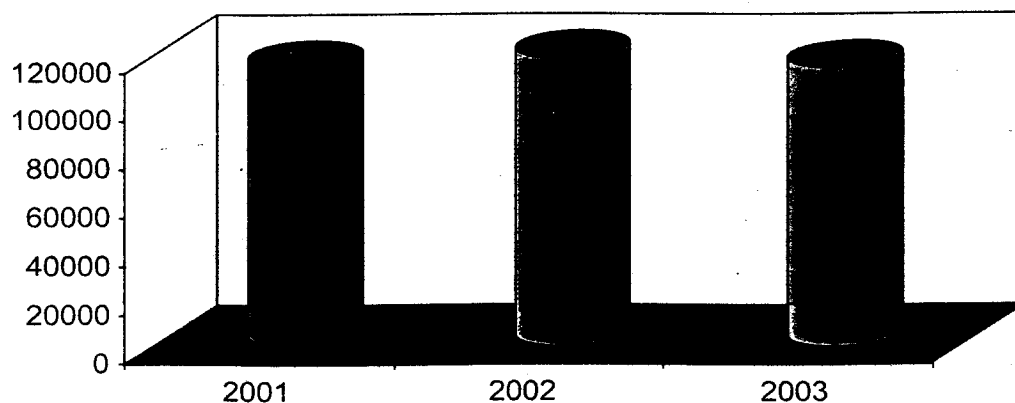
Notre société a réalisé au cours de l'exercice 2003 un chiffre d'affaires hors taxes de 115,593 milliards de Francs CFA contre 121,466 milliards de Francs CFA en 2002, soit un recul de 4,8%.

Le détail du chiffre d'affaires figure dans le tableau ci-après, avec en ce qui concerne les produits finis, la ventilation entre les ventes réalisées en Cote d'Ivoire et à l'exportation. Les volumes y sont expri-

més en tonnes et les valeurs en millions de Francs CFA.

	Exercice 2002		Exercice 2003		Variation	
	Volume	C.A.	Volume	C.A.	Volume	C.A.
PRODUITS-FINIS	196.724	114.204	191.084	111.226	-2,9%	-2,6%
Dont :						
Ventes Locales	133.779	75.900	132.598	77.018	-0,9%	1,5%
Exportations	62.945	38.304	58.486	34.208	-7,1%	-10,7%
AUTRES PRODUITS		7.262		4.367		-39,8%
TOTAL GENERAL	196.724	121.466	191.084	115.593	-2,9%	-4,8%

EVOLUTION DES VENTES



Les ventes de produits finis sont le reflet de notre performance commerciale dans la mesure où elles représentent plus de 95% du chiffre d'affaires total. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, elles ont chuté de 2,6% en valeur par rapport à 2002. Au-delà de ce pourcentage global, il est intéressant de noter l'évolution différente entre la performance réalisée sur le marché local et celle enregistrée à l'exportation.

S'agissant du marché local, le chiffre d'affaires a progressé de 1,5%, malgré l'impact de la crise et les difficultés pour approvisionner la moitié nord du pays. Cette performance que nous considérons comme relativement satisfaisante est à mettre au crédit de notre dynamisme commercial couplé avec un nouveau système de distribution démarré au cours de l'exercice. Cela a permis progressivement d'améliorer le taux de présence et de rotation de nos produits dans le circuit de distribution.

Par contre, les ventes à l'exportation ont enregistré un recul de 11%. En guise de rappel, ces ventes sont réalisées pour la plupart dans les pays de l'UEMOA, notamment le Burkina Faso, le Mali, le Niger et

le Togo, pour ne citer que les plus importants.

A l'instar des autres Sociétés de la place, nous avons rencontré beaucoup de difficulté au niveau de la logistique pour approvisionner nos clients traditionnels situés dans ces pays. Par ailleurs, les commerçants opérant dans ces pays ont trouvé des sources d'approvisionnement alternatives par rapport à l'origine Côte d'Ivoire, de sorte que la concurrence est devenue de plus en plus vive. L'un des facteurs à prendre en considération pour apprécier la compétitivité de nos produits dans la sous-région, est la sous-évaluation du Dollars US par rapport à l'Euro, ce qui entraîne automatiquement une surévaluation du Francs CFA. Cette situation a pour conséquence le renchérissement de nos produits par rapport à des produits importés, notamment d'Asie. Ainsi, l'on observe

que des pays comme le Burkina-Faso et le Togo, par exemple, sont envahis par des produits concurrents bon marché, souvent de qualité médiocre, et qui sont à l'origine de l'érosion de nos parts de marchés.

En ce qui concerne les produits industriels, le chiffre d'affaires a connu une baisse encore plus accentuée (-40%). Ceci est la conséquence directe de la crise socio-politique qui affecte la grande majorité du tissu industriel en Côte d'Ivoire, et notamment nos principaux clients dans ce secteur. Il faut aussi noter que cette tendance à la baisse de nos ventes de produits industriels reflète également notre volonté délibérée de nous concentrer en priorité sur notre activité principale, qui est la commercialisation de produits de grande consommation.

Le graphique ci-dessus reprend l'évolution de notre chiffre d'affaires sur les cinq dernières années. Il montre que notre société a connu une croissance continue entre 2000 et 2002 (15% au total), et que cette tendance s'est inversée en 2003 du fait de la situation difficile expliquée plus haut.



LA VIE DE NOS PRODUITS ET MARQUES

Comme nous l'avons souvent évoqué, la vision de notre entreprise est de « Répondre chaque jour aux besoins alimentaires et hygiéniques de chaque consommateur partout où il se trouve ». Cette vision définit clairement nos deux activités principales, à savoir les produits alimentaires, dérivés pour la plupart de l'huile de palme, et les produits d'hygiène corporelle et d'entretien ménager. L'analyse de la performance de nos marques permet de donner un autre éclairage sur notre performance commerciale en 2003, et sur

les raisons du recul de notre chiffre d'affaires.

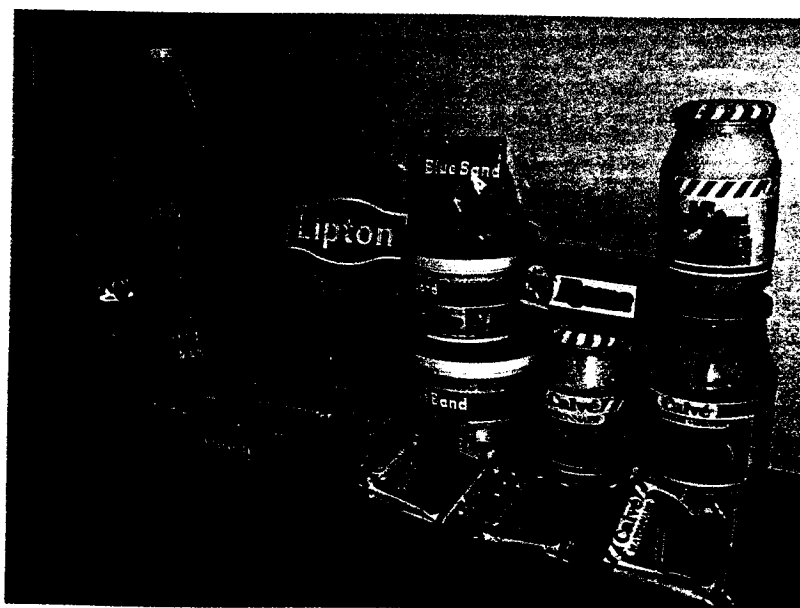
Produits Alimentaires

Le pôle alimentaire est couvert par des marques fortes, telles que DINOR, BLUE BAND, RAMA, CALVE et LIPTON.

Concernant l'huile de table DINOR, notre marque leader, les ventes locales se sont relativement bien comportées. Par contre, le phénomène concurrentiel dans les pays de la sous-région a surtout affecté cette marque, qui est confrontée à la concurrence de pro-

duits de moins bonne qualité, et qui sont vendus à des prix inférieurs. La solution à ce problème réside dans une politique plus agressive en terme de prix, tout en essayant de maintenir les marges par la réduction des coûts. C'est ce que nous nous attelons à faire depuis plusieurs mois.

Concernant les autres produits de la gamme alimentaire, les performances ont été satisfaisantes. C'est le cas notamment des margarines BLUE BAND et RAMA, et surtout de la mayonnaise CALVE et le thé LIPTON.



Produits d'hygiène corporelle et d'entretien ménager

Notre satisfaction sur l'exercice 2003, a été due aux excellentes performances réalisées en savons de ménage, sur les marques BF et MAXIMOUSSE, qui ont enregistré une croissance à deux chiffres aussi bien sur le marché local qu'à l'exportation. Cela démontre que des marques fortes peuvent résister à l'érosion du pouvoir d'achat.

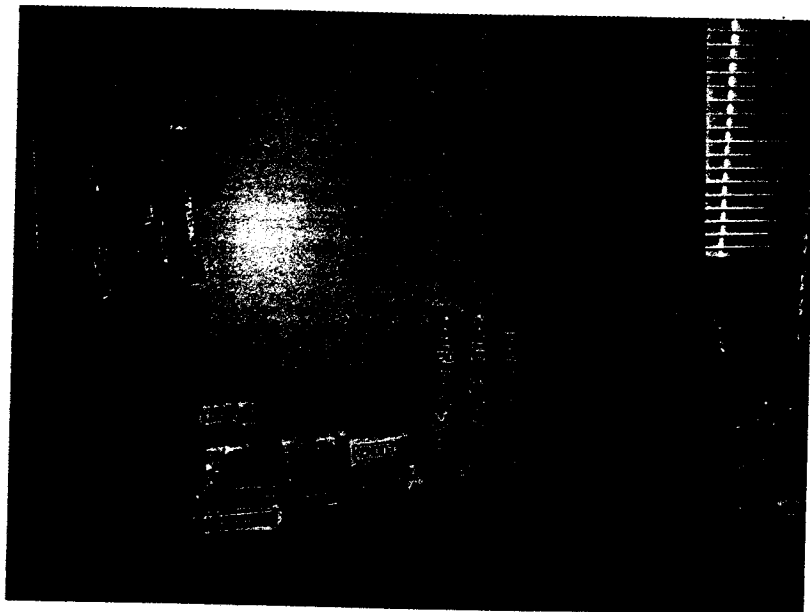
Par contre, dans le secteur des poudres à laver où nous sommes présents avec la marque OMO, notre position dominante a été sérieusement attaquée par une marque concurrente. Nous avons donc dû réagir vigoureusement par d'im-

portantes res et ainsi que d'un sac accessible unitaire. ont fini par nous obliger à quelques tées de nous n'avons cessé de consolider et reconquérir le marché.

S'agissant des savons de toilette (les marques Belvoir, Lux, Rexona), et les dentifrices avec (les marques Close-up et Signal), nous avons enregistré au cours de l'année 2003 une baisse du chiffre d'affaires sur ces catégories qui sont très sensibles à la détérioration du

APPROVISIONNEMENT
ET HUILE DE
APPROVISIONNEMENT

acquis et initiatives en faveur de la Qualité de ses Produits et de la préservation de l'environnement. Ces actions ont permis à Unilever Côte d'Ivoire d'être certifiée ISO 9001 version 2000 pour la Qualité et ISO 14001 pour l'environnement au cours du premier trimestre 2004.



APPROVISIONNEMENTS EN HUILE DE PALME BRUTE ET HUILE DE COTON RAFFINEE

APPROVISIONNEMENTS EN HUILE DE PALME BRUTE

Pour l'année 2003 le cours moyen CAF Rotterdam de l'huile de Palme brute a été de 444 \$/T contre 390 \$/T pour l'année 2002.

Cette évolution plus favorable des cours a permis de faire passer le prix d'achat local de l'huile de Palme brute dès le mois de janvier 2003, à 280 Fcfa/kg contre 265 F cfa/kg en 2002.

Corrélativement le prix d'achat du Régime de palme a été revalorisé en passant de 27,3 Fcfa/kg en 2002 à 28,5 Fcfa en janvier 2003, soit une augmentation de 4,39%.

Le raffermissement des cours CAF Rotterdam qui avait été enregistré au cours du premier trimestre 2003 a évolué comme suit :

- 419 \$ en Janvier
- 444 \$ en Février
- 466 \$ en Mars.

Après le mois de mars 2003, ce raffermissement s'est brusquement estompé

et la tendance baissière qui a été amorcée dès le mois d'avril (459 \$ USD) s'est inexorablement poursuivie jusqu'en décembre 2003 (402 \$ USD).

C'est dans ces conditions que nous avons dû maintenir sur toute l'année 2003, le prix de soutien de l'huile de Palme brute à son niveau de 280 Fcfa/kg en vigueur depuis le mois de Janvier. Il convient de noter que la stabilisation de ce niveau de prix traduit la poursuite des efforts de soutien que les industriels de deuxième transformation ont consacré cette année encore à l'ensemble de la filière palmier à huile, malgré l'orientation très marquée à la baisse du cours mondial CAF Rotterdam de l'huile de palme brute.

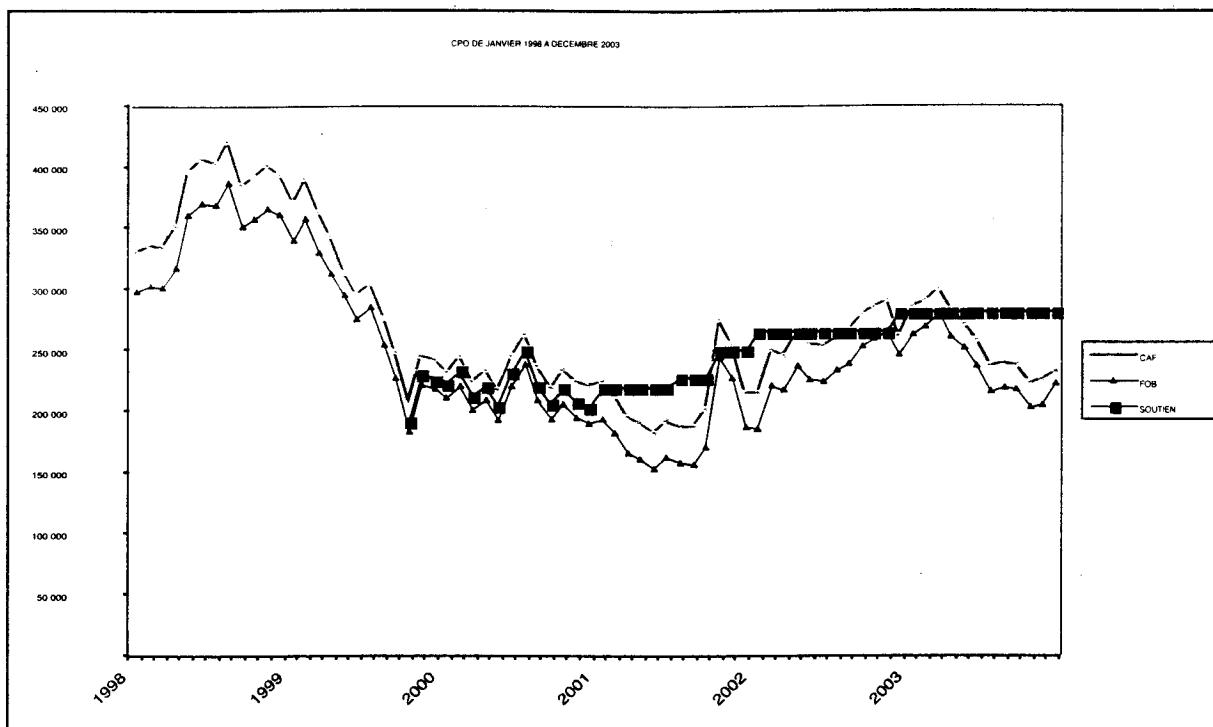
En effet, de façon concomitante, ce prix de soutien a permis également de maintenir le niveau du prix d'achat de régime de Palme payé aux planteurs par les

Sociétés agro-industrielles.

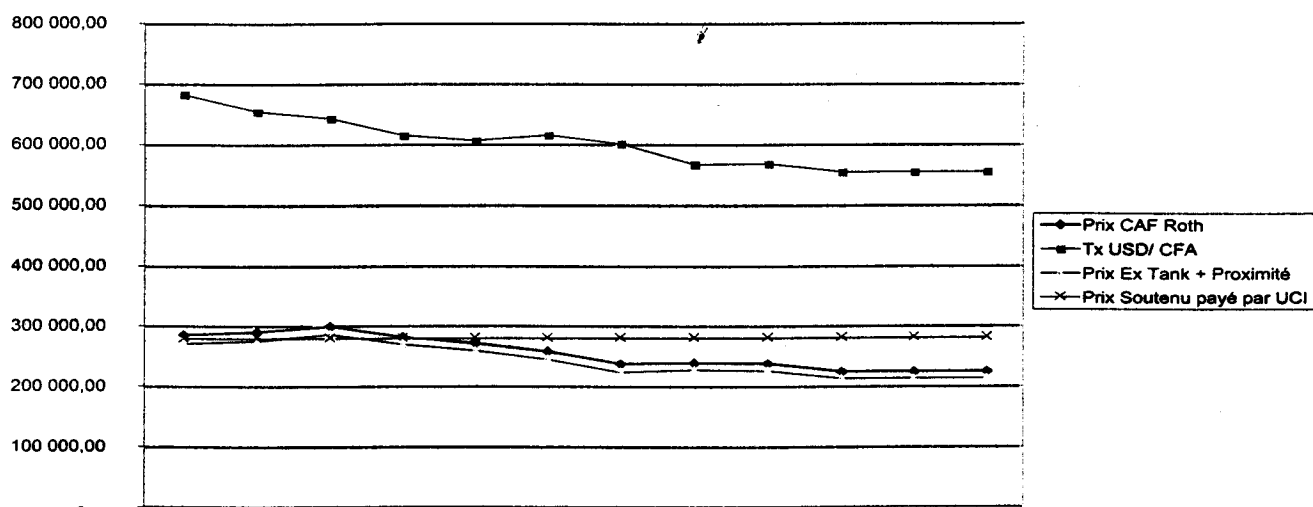
Cette politique qui visait à améliorer le niveau de la production nationale d'huile de Palme brute aurait dû nous épargner d'avoir à compléter nos besoins saisonniers par l'importation d'huile de Palme brute en provenance d'Asie du Sud-est.

Malheureusement, notre fournisseur Palmci a subi l'occupation de deux de ses huileries de Palme dans le Sud-ouest du Pays (Néka, Gbapet) dès le premier Janvier 2003 en raison de la crise Socio-politique. Cela a eu pour conséquence, une perte de production de l'ordre de 30 Mille Tonnes d'huile de Palme brute au niveau de ces deux huileries.

Afin de compenser partiellement cette perte d'approvisionnement local, nous avons dû recourir à l'importation d'huile de Palme brute en trois lots totalisant 18939 T, soit 11,2% des besoins de l'exercice.



Evolution Prix CPO 2



Période:

LA SITUATION DE PALMCI

La problématique des approvisionnements en huile de palme exige que nous fassions le point sur la société Palmci. En guise de rappel, Palmci est l'une des trois sociétés créées suite à la privatisation de l'ex-Palminindustrie à la fin de l'année 1996. A l'époque, Blohorn avait décidé de participer à cette privatisation afin d'assurer la sécurité de ses approvisionnements en huile de palme brute, une matière première essentielle pour ses activités. Cela était traduit par une prise de participation de 42% dans le capital de Palmci.

Lors des trois premières années d'exploitation, la rentabilité de Palmci n'a posé aucun problème. Les cours de l'huile de palme brute étaient favorables et la production d'huile atteignait des niveaux acceptables.

La situation s'est inversée, depuis le deuxième semestre 1999 où l'on a commencé à observer un fléchissement important des cours de l'huile de palme brute. A cela se sont ajoutés d'autres facteurs exogènes et endogènes qui ont eu un impact négatif sur la marche de la Société et qui ont affecté gravement sa rentabilité. D'importantes pertes d'exploitation ont été enregistrées sur les exercices 2001 et 2002 (8,8 milliards de FCFA) pour chacun de ces deux exercices. L'année 2003 a été tout

aussi difficile surtout en raison de la fermeture de deux unités de production dans le Sud-ouest du pays du fait de la crise socio-politique. En conséquence, les fonds propres de la société ont été absorbés par les pertes cumulées et la trésorerie s'est fortement dégradée.

Mesures Opérationnelles

Face à cette situation, le Conseil d'Administration de Palmci a pris des mesures importantes avec comme objectif de redresser cette situation. Deux audits opérationnels ont été réalisés, l'un par une équipe de Pamol, une ex-filiale d'Unilever qui exploite des plantations d'huile de palme en Malaisie, et l'autre par Garlic UK, un consultant Britannique spécialiste en la matière qui s'est associé à SA Audit et Conseil, un cabinet ivoirien. Ces audits ont abouti à la mise en place d'un plan d'action opérationnelle, incluant des mesures précises pour améliorer la productivité en plantation et dans les usines, ainsi que pour optimiser la collecte des régimes villageois. Ces différentes mesures ont commencé à produire des résultats satisfaisants puisque à la fin du mois d'avril 2004, les volumes de production étaient en croissance de 20% par rapport à 2003. Cette tendance permet d'espérer une croissance significative à la fin de l'année 2004.

Mesures Financières

Le redressement opérationnel doit s'accompagner d'un plan de restructuration financière, pour permettre la reconstitution des fonds propres de l'entreprise et l'amélioration de sa trésorerie.

Le premier volet de ce plan concerne la reconstitution du capital social, qui a été entérinée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de Palmci qui s'est tenue en décembre 2003. Dans le cadre de cette opération, les créances que notre société détient dans Palmci et qui s'élèvent à 4,2 milliards de Francs CFA vont être capitalisées. Les autres principaux actionnaires de Palmci, à savoir l'Etat de Côte d'Ivoire et le groupe SIFCA sont également sollicités dans le cadre de cette opération, dont le montant total est de 8,9 milliards de Francs CFA.

Par ailleurs, les deux actionnaires de référence de Palmci, Unilever-CI et SIFCA, vont injecter en compte courant la somme totale de 5 milliards de Francs CFA (dont 3,3 milliards de Francs CFA pour Unilever-CI), afin de réduire la dette bancaire à court terme et respecter par la même occasion les engagements pris vis à vis des banques au cas où des pertes importantes seraient enregistrées par Palmci.

APPROVISIONNEMENTS EN HUILE DE COTON RAFFINEE

TRITURAF

Le Groupe Unilever a cédé en décembre 2003 à la Société l'Antilope S.A., une société du Groupe l'Aiglon très active dans le secteur du coton en Afrique de l'Ouest et notamment en Côte d'Ivoire, sa participation majoritaire qu'elle détenait dans le Capital de Trituraf à hauteur de 60% par notre maison mère, Unilever PLC (Londres), et de 13% par Unilever-CI.

Cette cession permettra d'une part, de sécuriser l'approvisionnement de Trituraf en matières premières et d'autre part, de consolider ses débouchés commerciaux puisque l'huile raffinée de coton sous la marque ECLADOR continuera d'être commercialisée par Unilever-CI.

S'agissant de la sécurité d'approvisionnement de la société en matières premières (graines de coton), il est important de rappeler que ce problème a toujours constitué pour ses Administrateurs, tout comme pour ses Actionnaires et son Personnel, une constante préoccupation.

A ce propos il y a lieu de souligner que sous l'effet conjugué de la libéralisation de la filière coton en Côte d'Ivoire à partir du deuxième semestre 1998, et de l'avènement de l'espace économique UEMOA au premier janvier

2000, cette préoccupation a connu une très grande acuité car l'approvisionnement de la société en graines de coton est devenu éminemment aléatoire en raison des changements majeurs qui sont intervenus tant au niveau de l'environnement économique national que sous-régional

Dès lors, Trituraf doit affronter chaque année, une concurrence accrue sur le marché des graines de coton où sévit également la pratique de prix de vente spéculatifs, qui ont pour effet de détourner une quantité de plus en plus importante des graines disponibles au profit d'autres acheteurs qui ont tendance à privilégier le négoce international au détriment des industries locales ou sous-régionales de trituration.

Tenant compte du contexte qui est décrit ci-dessus, et dans lequel évoluent les activités de Trituraf, notre Groupe, depuis le premier semestre 2002 avait adopté, pour la mise en œuvre effective de cette cession, une position de principe qui a consisté à veiller à ce que le repreneur pressenti pour cette participation Majoritaire dispose de la capacité effective, tout comme de la volonté d'assurer la pérennité de la Société Trituraf et de poursuivre son développement durable.

A cet effet, nous avons eu des contacts avec plusieurs opérateurs économiques, impliqués depuis plusieurs années dans la filière coton et qui ambitionnent de renforcer leur position concurrentielle en se diversifiant par une intégration verticale plus accentuée. Il s'agit notamment des Sociétés d'Egrénage qui constituent les principaux fournisseurs en matières premières. Ce sont ces sociétés qui, à notre avis répondent parfaitement au critère essentiel de choix que le Groupe Unilever a souhaité privilégier à savoir la pérennité des activités de la société.

En conclusion l'accord intervenu avec le nouveau repreneur s'est traduit non seulement par la cession des actions, mais également et surtout par la signature d'un contrat qui garantit l'approvisionnement de Unilever Côte d'Ivoire en huile de coton raffinée et qui sera commercialisée sous la marque ECLADOR comme nous l'avons indiqué plus haut.

Notons qu'à l'instar des autres sociétés industrielles installées à Bouaké, Trituraf a été affectée par la crise socio-politique qui sévit dans le pays. Elle ne pourra donc recouvrer le niveau normal de ses approvisionnements et de ses activités qu'avec la fin de la crise.

LES ACTIVITES DES SOCIETES FILIALES

Notre société est à ce jour l'actionnaire majoritaire des sociétés PHCI (Plantations et Huileries de Côte d'Ivoire) et SPCN (Société des produits Chimiques du Niger). La société CDCI (Compagnie de Distribution de Côte d'Ivoire) a été cédée à un tiers acquéreur en 2002, ainsi qu'il vous l'a été expliqué l'année dernière. En outre, comme expliqué ci-après, la participation minoritaire que notre société détenait dans le capital de Trituraf a été cédée au cours de l'exercice.

P.H.C.I

Capital social 1.000.000.000 FCFA, participation Unilever CI : 82,6%.

Les plantations de PHCI sont situées dans la région de Dabou et elles couvrent une superficie totale de 3.516 hectares. PHCI produit essentiellement de l'huile de palme brute à partir de ses propres régimes et de régimes achetés auprès des planteurs villageois.

Au cours de l'exercice, PHCI a enregistré une baisse d'activité de 15%, du fait du déficit hydrique de ces dernières années, mais également à cause de la

concurrence pour l'achat des régimes villageois dans sa zone géographique. Quant au chiffre d'affaires de la société PHCI, il s'est établi à 4.656 millions de francs CFA contre 4.697 millions de francs CFA en 2002. Cette stabilité, obtenue en dépit de la chute des productions, s'explique essentiellement par l'accroissement du prix de vente de l'huile de palme brute (+6%) et de l'huile de palmiste.

Contrairement aux exercices précédents qui avaient enregistré des pertes d'exploitation importantes, l'année 2003 a permis à la société PHCI de retrouver l'équilibre financier avec un résultat net de 969.000 Francs CFA. La bonne maîtrise des charges d'exploitation a contribué à ce renversement de tendance.

S.P.C.N.

Capital social 225.000.000 FCFA, participation Unilever Côte d'Ivoire 55%.

La Société des Produits Chimiques du Niger, est implantée à Niamey (République du Niger) et opère dans le secteur de la savonnerie. Le chiffre d'affaires de

SPCN s'est accru de 14% en 2003 par rapport à 2002, passant de 4.256 millions de Francs CFA à 4.855 millions de Francs CFA. Cette progression représente une performance satisfaisante compte tenu du contexte concurrentiel dans lequel évolue cette société.

Par contre, le résultat net a enregistré une baisse sensible, puisqu'il s'est établi à 54 millions de Francs CFA, contre 397 millions de Francs CFA en 2002. Cela est dû à un programme de retraites anticipées mis en œuvre au cours de l'année et qui a permis de rajeunir un effectif dont la moyenne d'âge était trop élevée, et également de réaliser des économies sur la masse salariale dont les effets se feront sentir à compter de l'année 2004. Le coût de ce projet a été de 154 millions de Francs CFA. Par ailleurs, une autre provision de 184 millions de Francs CFA a été constituée pour couvrir le risque lié à un redressement fiscal auquel la société fait face en ce moment, et qui est encore en discussion. Si l'on exclut ces aspects exceptionnels qui ont grevé le résultat de l'exercice, l'année a été relativement satisfaisante.

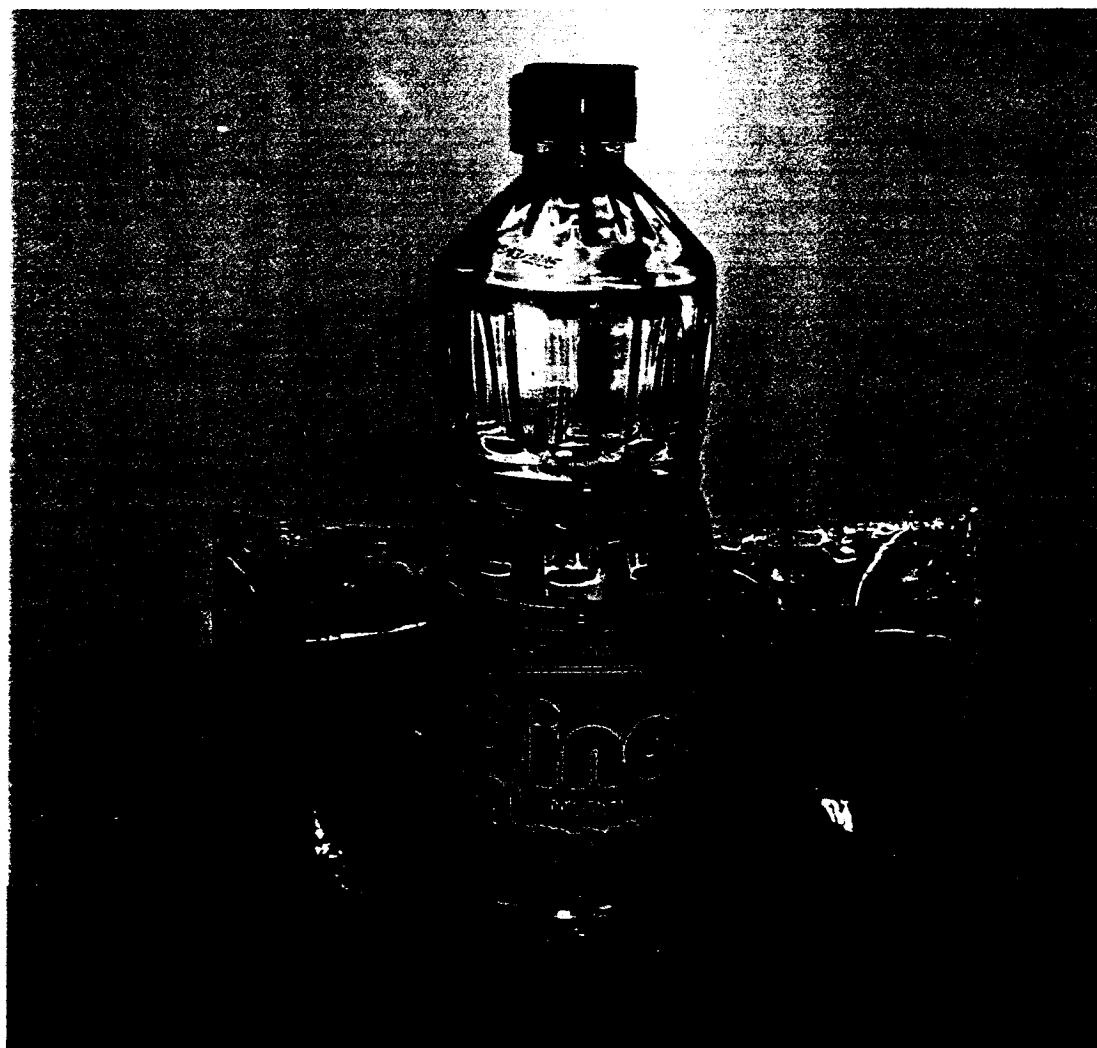
C.D.C.I

Comme expliqué l'année dernière, la totalité des actions que détenait Unilever-CI dans la société CDCI a été cédée à un tiers acquéreur. CDCI reste l'un de nos partenaires privilégiés. Les emplois ont été préservés grâce à cette

cession, ce qui était l'un de nos objectifs prioritaires.

Pour faciliter le redressement financier de CDCI, une banque de la place avait octroyé à cette structure un prêt de 1,5 milliard de Francs CFA, qui avait été garanti par notre société. Les remboursements de

ce prêt se faisant conformément à l'échéancier prévu, notre engagement a ainsi baissé à 1,1 milliard à la clôture de l'exercice.



RESSOURCES HUMAINES ET INVESTISSEMENTS

RESSOURCES HUMAINES

FORMATION DU PERSONNEL

Notre société poursuit comme chaque année son programme de formation des cadres à haut potentiel, en leur permettant de bénéficier de séjours d'expatriation à l'étranger, en Afrique ou en Europe. A la fin de l'exercice, sept cadres nationaux se trouvaient à l'extérieur de la Côte d'Ivoire, dont deux en Europe et cinq dans d'autres pays Africains. Ce programme, couplé avec de nombreuses possibilités de

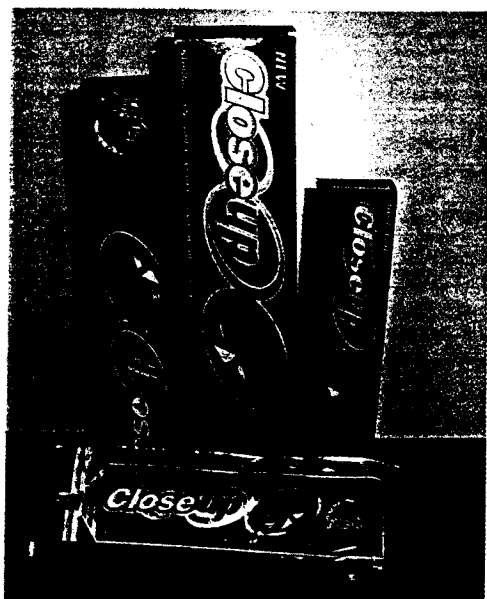
stages dispensés dans les centres de formation d'Unilever, permet ainsi non seulement de développer les compétences internes, mais également de gérer de façon structurée la promotion de ces cadres.

La formation continue du personnel non cadre, agents de maîtrise, employés et ouvriers, est également l'un de nos axes prioritaires. Des programmes sont dispensés en

permanence par notre Centre de formation de Vridi et par le recours à des cabinets extérieurs. En 2003, ce sont environ 700 personnes qui ont suivi des cours traitant de la sécurité sur les postes de travail, la protection de l'environnement, l'assurance qualité, l'hygiène dans les ateliers etc.

Au total, le montant investi en formation s'est élevé à 250 millions de francs CFA.

EFFECTIFS



Comme déjà indiqué l'année dernière, notre société a entrepris un programme de départs volontaires destiné à optimiser les effectifs, et à les adapter au contexte économique difficile marqué par une chute des volumes et du chiffre d'affaires. Ce programme a démarré au début de l'année 2002 et il s'est poursuivi tout au long de l'année 2003. Il a permis de réduire les effectifs de 160 personnes sur deux ans. Sur l'année 2003 proprement dite,

cette réduction a été de 70 personnes. Ce programme se traduit par une réduction de la masse salariale, comme nous le verrons plus loin dans le chapitre consacré à l'analyse du compte d'exploitation.

INVESTISSEMENTS ET TRAVAUX DE RECHERCHE

Du fait des difficultés liées à l'environnement économique et des contraintes de trésorerie, les investissements ont été réduits à 3.175 millions FCFA contre 3.914 millions FCFA en 2002. Cette baisse n'affecte cependant pas le développement de l'entreprise. En effet, d'une part, la priorité a été donnée pendant l'année aux investissements productifs respectant des critères de rentabilité stricts et d'autre part, nous avons poursuivi nos efforts pour obtenir des baisses de prix de la part de nos fournisseurs (externes et locaux).

Concernant l'usine et les équipements de production, le montant des dépenses s'est élevé à 2.218 millions de FCFA, soit 70% du budget total, avec comme priorité les projets permettant d'accroître les capacités de production dans les domaines où cela est nécessaire ou ceux présentant une rentabilité évidente. Nous avons ainsi investi dans :

- l'amélioration des installations de raffinage et de fractionnement (290 millions FCFA)

- la modernisation et l'augmentation de capacité en matière de conditionnement de savons (335 millions FCFA)

- des modifications sur la tour d'atomisation, pour permettre la mise en œuvre d'une formule plus efficace au lavage, pour la poudre OMO (223 millions FCFA)

- l'augmentation de capacité des emballeuses OMO, pour permettre notamment le développement des petits formats tels que le sachet 15 grs (261 millions FCFA).

- la poursuite du programme d'installation des chaudières à gaz, un projet qui permet de générer des économies substantielles en consommation d'énergie (240 millions FCFA)

- l'installation de nouvelles remplisseuses de bouteilles DINOR 0,90 litre (106 millions FCFA)

S'agissant des services généraux qui ont représenté 30% du budget total, il s'est surtout agi de remplacer des équipements obsolètes (matériels de bureau et véhicules de distribution), afin d'améliorer la surveillance et la gestion des accès (sécurité) sur notre

site de Vridi, et de poursuivre la modernisation notre système informatique.

Comme chaque année, la réalisation de ces investissements a été menée en étroite collaboration avec les services d'engineering de notre maison-mère, Unilever, qui a également apporté son appui pour la poursuite des travaux de recherche et de développement, notamment dans les domaines suivants :

- modernisation et optimisation des procédés opératoires
- encadrement du programme de sécurité et d'hygiène sur les postes de travail
- protection de l'environnement
- développements informatiques, avec un accent particulier en matière de sécurisation des données et de modernisation des télécommunications
- maintenance effective des équipements et installations
- assurance qualité des produits finis et services
- formation et développement des ressources humaines.

CHAPITRE II

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

Le détail du compte de résultat figure sur la page opposée, sous une version simplifiée qui permet de mieux comprendre les évolutions majeures d'une année sur l'autre. La version détaillée, telle que requise par le Plan Comptable SYSCOA, figure en annexe.

La première constatation concerne l'évolution des produits d'exploitation qui sont passés de 125,2 milliards de FCFA en 2002 à 118,0 milliards de FCFA en 2003, soit une baisse de 5% qui s'explique essentiellement par la réduction du chiffre d'affaires que nous vous avons déjà expliquée au début du rapport d'activités.

En dépit de cette baisse de chiffre d'affaires, notre société affiche pour l'année 2003 un résultat net qui a progressé de 1.315 millions de FCFA en 2002, à 1.501 millions FCFA.

Cependant, il est bon de rappeler que sur l'exercice 2002, nous avons dû constituer des provisions importantes sur les titres détenus dans Palmci, à hauteur de 4,4 milliards FCFA (avant impôts). C'est ce qui explique la forte baisse du poste provisions et autres charges sur le

compte d'exploitation. En d'autres termes, en excluant l'impact de cette provision, le résultat réel de 2002 aurait été plus important, de l'ordre de 4 milliards FCFA après impôts.

En conséquence, il faut donc retenir que le résultat de 2003 est en baisse, avec comme première raison la chute des volumes et du chiffre d'affaires. En outre :

1) Notre société a subi le renchérissement de ses coûts de transport, à cause des exportations par le Ghana. Cela nous a coûté 600 millions FCFA de plus par rapport à 2002.

2) Les dépenses publicitaires, qui sont incluses dans le poste services extérieurs, ont augmenté de 1,5 milliards de FCFA, car nous avons dû réagir par rapport à des attaques concurrentielles, notamment dans le domaine des poudres à laver, et continuer à renforcer l'image de nos marques. Sans cela, la baisse des volumes aurait été encore plus accentuée.

3) Les frais financiers se sont élevés à 3,3 milliards de FCFA contre 2,0 milliards de FCFA en 2002, du fait de l'augmentation

sensible de l'endettement de notre société, comme nous l'expliquerons dans le paragraphe consacré à l'analyse du bilan.

La lecture du compte de résultats montre également que notre société a réalisé d'importantes économies sur certains postes de dépenses, et en particulier :

1) Le poste Autres Achats a baissé de 2 milliards FCFA, ce qui reflète les économies réalisées sur nos consommations d'énergie, avec la mise en œuvre de chaudières à gaz, ainsi que les efforts entrepris les frais d'entretien (achats de pièces de rechange).

2) La masse salariale a été réduite de 700 millions de FCFA, suite au programme de départs volontaires entrepris depuis l'année 2002. Nous avons déjà évoqué cet aspect dans le chapitre consacré aux effectifs et à la gestion des ressources humaines.

Cependant, force est de reconnaître que ces économies réalisées n'ont pas permis de compenser l'impact de la baisse des volumes, ainsi que l'augmentation de certaines charges dont la cause tient à des facteurs liés à l'environnement extérieur.

COMPTE DE RESULTAT

Chiffres en M. Francs CFA

	2003	2004
Chiffres d'Affaires	115 750	121 467
Autres Produits	2 293	3 740
Total Produits	118 043	125 207
Achats Matières premières	71 160	74 965
Autres Achats	6 221	8 157
Transport	3 846	3 237
Services Extérieurs	12 354	10 306
Impôts & Taxes	1 474	1 669
Charges du personnel	14 821	15 510
Amortissements	2 958	2 708
Provisions & Autres Charges	474	4 748
Total Charges	113 308	121 300
Résultat d'Exploitation & HAO	4 735	3 907
Produits Financiers	1 059	1 651
Frais Financiers	-3 278	-1 979
Résultat Financier	-2 219	-328
Résultat Avant Impôts	2 516	3 579
Impôts sur le résultat	-1 015	-2 264
Résultat Net	1 501	1 315

BILAN DE FIN D'EXERCICE

Le point le plus important concernant le bilan au 31 Décembre 2003, dont une présentation simplifiée figure sur la page opposée, concerne l'endettement de notre société. En effet, comme révélé par la variation du poste trésorerie passif, celui-ci est passé en un an de 25,7 milliards FCFA à 42,8 milliards FCFA, soit une augmentation de 17,1 milliards FCFA.

Pour expliquer cette importante variation, il faut analyser et expliquer un certain nombre de facteurs structurels ou conjoncturels qui ont causé la hausse de certains éléments de l'actif. En particulier :

1) Le niveau des stocks s'est accru de 3,4 milliards de FCFA sur l'exercice. A ce sujet, il faut préciser qu'à la fin de l'exercice 2002, les couvertures de stocks étaient très basses en huile de palme et en produit-finis. Cela a d'ailleurs occasionné des ruptures au premier trimestre de l'année 2003. A la fin de l'année 2003, nous sommes revenus à un niveau de stock compatible avec nos consommations et nos ventes, mais cela a pesé sur la trésorerie.

2) Comme nous l'avons déjà expliqué, notre société a du investir dans Palmci la somme de 3,3 milliards FCFA au mois de Mars 2003, ce qui a également pesé sur la trésorerie. L'incidence de cet investissement se traduit par l'augmentation du poste Créances et Autres Emplois.

3) Notre société se trouve dans une situation structurelle de crédit de TVA depuis plusieurs années, ce qui signifie que nous n'avons pas à payer de TVA à l'Etat mais que par contre l'Etat doit nous rembourser le solde qui est en notre faveur. Compte tenu de la situation actuelle, ces remboursements se font avec beaucoup de retard, et nos arriérés s'accumulent, avec une incidence importante sur notre situation de trésorerie. Pour les douze mois de l'année 2003, le solde a augmenté de pratiquement 3 milliards FCFA, qui ont également grevé la trésorerie.

En outre, le poste Fournisseurs a baissé, en grande partie parce que la crise que traverse la Côte d'Ivoire a entraîné une attitude extrêmement prudente de la part de nos fournis-

seurs étrangers, qui ont progressivement réduit ou annulé les conditions de crédit qu'ils octroient à notre société. Cela a également contribué à l'aggravation de la situation de trésorerie.

Enfin, le fait que nous avons distribué au titre de l'exercice 2002 un dividende brut de 4,8 milliards de FCFA, incluant notamment la distribution des réserves libres et du report à nouveau, est également l'une des causes de la détérioration de la trésorerie.

La présentation des comptes que nous venons de vous résumer révèle donc que notre société traverse une période délicate. Entre autres, la rentabilité a chuté en partie du fait de la situation actuelle en Côte d'Ivoire et des ses implications. Par ailleurs, des problèmes importants restent à résoudre, notamment le cas Palmci pour lequel des engagements financiers importants doivent être pris en 2004. La question relative aux arriérés de TVA est également préoccupante et votre Conseil d'Administration est à pied d'œuvre pour essayer d'y trouver une solution.

BILAN

ACTIF

Chiffres en millions FCFA

	2003	2002
Actif Immobilisé		
Immobilisations Incorporelles	328	345
Immobilisations Corporelles	14 419	18 228
Immobilisations Financières	10 269	9 527
Total Actif Immobilisé	29 016	28 100
Actif Circulant		
Stocks	17 605	14 215
Créances & Emplois Assimilés	42 238	38 242
Total Actif Circulant	59 843	52 457
Total Trésorerie Actif	7 499	9 070
TOTAL GENERAL ACTIF	96 358	89 627

PASSIF

Chiffres en millions FCFA

	2003	2002
Capitaux Propres et Assimilés		
Capital	8 053	8 053
Primes et Réserves	3 387	6 908
Résultat de l'Exercice	1 501	1 401
Provisions Réglement	3 240	6 625
Total Capitaux Propres	16 181	22 987
Dettes Financières		
Emprunts	0	0
Total Dettes	0	0
Total Trésorerie Stable	16 181	22 987
Passif Circulant		
Fournisseurs	26 549	31 918
Autres Dettes	10 868	9 053
Total Passif Circulant	37 417	40 971
Trésorerie Passif	42 760	25 669
TOTAL GENERAL PASSIF	96 358	89 627

CHAPITRE III

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Le résultat net de l'exercice 2002 s'est établi à 1.501 millions FCFA, ce qui en terme de ratio par rapport au chiffre d'affaires ne représente que 1,3%. Ce niveau de résultat est bien inférieur à ce que notre société est capable de réaliser, dans des conditions normales de fonctionnement.

Par ailleurs, le report à nouveau figurant dans les fonds propres de la société est faible, puisqu'il ne représente que 773 millions de FCFA.

Enfin, comme nous l'avons évoqué précédemment, notre société se trouve à une période charnière, compte tenu tout d'abord

de sa situation de trésorerie, et ensuite des problèmes posés par Palmci.

Comme nous l'avons déjà expliqué, les problèmes de Palmci peuvent trouver une solution mais cela va nécessiter un effort financier important de la part de notre société. Par ailleurs, comme nous l'indiquons dans le chapitre suivant consacré aux perspectives futures, l'ensemble de notre équipe de direction et tout notre personnel, notamment les cadres, ont une vision claire sur les problèmes à résoudre et sur les actions à entreprendre pour y arriver. Mais il faudrait, pour que cela soit suivi d'effets importants, que l'environnement extérieur

s'améliore.

En conséquence de ce qui précède, votre Conseil d'Administration estime qu'il est crucial pour l'instant de conserver des ressources pour mener à bien le plan de redressement de la société, et il est donc proposé aux actionnaires d'affecter le résultat de l'exercice au report à nouveau. Cela signifie qu'il ne sera donc pas versé de dividende à titre de l'exercice 2003.

Le report à nouveau passerait ainsi de 773 millions FCFA au 31 décembre 2002 à 2.273 millions FCFA à la clôture de l'exercice 2003.





Unilever

CHAPITRE IV

PERSPECTIVES 2004 ET VISION UNILEVER

La crise politique en Côte d'Ivoire perdure, et cela entraîne des difficultés économiques croissantes, notamment une dégradation continue du pouvoir d'achat de nos consommateurs. L'analyse globale de la situation socio-politique de la Côte d'Ivoire à ce jour, ne permet pas d'envisager un recouvrement rapide de la tendance.

En conséquence il faut que la société reste focalisée sur quelques priorités claires afin de renforcer notre position dans nos catégories clés tout en réduisant nos coûts partout où cela est possible.

Ceci nous permettra de retrouver une croissance forte dès que les conditions extérieures se seront améliorées.

De ce point de vue, notre vision, telle qu'elle a été définie et expliquée dans nos précédents rapports d'activité demeure toujours d'actualité.

Celle-ci peut se résumer comme suit : par le passé n'a pas changé. Elle se résume comme suit :

Répondre aux besoins de chaque consommateur par-

tout où il se trouve, en matière alimentaire et d'hygiène. Cet axe stratégique nous a conduit à redéfinir notre système de distribution afin de pouvoir atteindre chaque consommateur et répondre ainsi à ses besoins.

Etre présent partout en Afrique francophone à travers une gamme diversifiée et des marques fortes. Nous avons progressivement accru notre présence dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest mais le potentiel reste important. Notre ambition est de mettre en place une structure renforcée pour nous permettre de redynamiser le 'développement des marchés de la sous région'.

Mettre à la disposition des consommateurs des produits de qualité, à des coûts défiant toute concurrence. Il s'agit là d'un domaine dans lequel beaucoup de réalisations ont été faites, et se poursuivront pour améliorer la compétitivité de nos produits. En particulier, nous allons développer chaque fois que cela est possible, des conditionnements de produits les rendant plus accessibles à nos consom-

mateurs.

Continuer à nous focaliser sur le développement de marques fortes, gérées de façon harmonisée au sein des sociétés du groupe Unilever en terme de formulation, d'emballage, de positionnement, et de stratégie marketing.

Diversifier notre portefeuille produit, notamment en matière alimentaire et dans le domaine des produits d'hygiène corporelle.

Mettre en œuvre une politique dynamique pour la gestion des ressources humaines, par un système transparent de gestion des carrières, d'évaluation et de rémunération des performances en fonction des résultats obtenus.

Tous ces axes prioritaires seront menés à bien avec le soutien de l'ensemble du personnel.

Cet engagement de tous sera souligné par l'adoption d'une nouvelle mission UNILEVER centrée sur la vitalité.

"Our mission is to add vitality to life. We meet everyday needs for nutrition, hygiene and personal care with brands that help people feel

*good, look good and feel
more out or life"*

Cette volonté d'Unilever
d'ajouter chaque jour de la
vitalité à la vie sera symbo-
lisée par l'adoption d'un
nouveau logo dont les icô-

nes reflètent l'énergie
renouvelée et la créativité
que nous voulons mettre en
œuvre pour développer nos
marques.

Le palmier, le poisson et
l'eau sont là pour marquer

notre volonté de nous asso-
cier à la communauté et à
l'environnement dans les
trois domaines où nous
sommes les plus influents
en tant qu'entreprise : l'eau,
la pêche et l'agriculture.



CHAPITRE V

RATIFICATION DE LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR

Nous vous informons que Monsieur Martin Barrett qui occupait les fonctions de Président Directeur du Groupe a quitté la société au mois de décembre 2003 pour occuper des nouvelles fonctions au siège d'Unilever à Londres et n'a pas demandé le renouvellement de son mandat d'Administrateur.

Monsieur Marc Desenfans précédemment en poste à Hong Kong en Asie où il dirigeait une société du groupe Unilever, a été coopté par le Conseil d'Administration du 23 décembre 2003 en qualité d'Administrateur en remplacement de Monsieur Martin Barrett. En votre nom à tous, nous voudrions sou-

haiter la bienvenue à Monsieur Marc Desenfans.

Il vous sera également demandé de ratifier la nomination de Monsieur Desenfans faite à titre provisoire par le Conseil du 23 décembre précité.

CHAPITRE VI

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Le mandat des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration. Il vous est proposé la nomination de :

M. Marc Desenfans
M. Joseph Aka-Anghui
M. Gustave Brou
M. Georges Kouassi Brou
M. Casimir Aké
M. Serge Agnero

La Société **UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED** représentée par Monsieur Marc Desenfans.

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration le jour de l'Assemblée

Générale Ordinaire appelée à statuer sur les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Il vous appartiendra ensuite de fixer le montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs pour l'exercice 2003. Nous suggérons d'affecter la somme brute totale de 10 millions de Francs CFA, qu'il appartiendra au Conseil d'Administration de répartir entre ses membres. Ce montant est identique à celui qui avait été alloué aux administrateurs au terme de l'exercice précédent.

Nous pensons, Mesdames,

Messieurs, vous avoir apporté les informations qui vous permettront d'approuver les résolutions qui vont être soumises au vote de la présente Assemblée.

Les activités et résultats que nous vous avons présentés reposent sur la compétence et les efforts des membres du Personnel auxquels nous adressons tous nos remerciements pour le dévouement dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

**LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION**



Aux Actionnaires
UNILEVER COTE D'IVOIRE

ABIDJAN

Messieur, Mesdames

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société UNILEVER Côte d'Ivoire, S.A, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Votre Société détient des titres de la société PALM-CI pour FCFA 8.822 millions et divers prêts à cette même société pour un montant global de FCFA 8.404 millions y compris les intérêts courus non perçus par UNILEVER-CI.

Ces actifs sont provisionnés dans les livres de UNILEVER-CI pour FCFA 6.639 millions dont FCFA 4.411 millions sont relatifs aux titres de participation PALM-CI.



UNILEVER
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ÉTATS FINANCIERS ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

ERNST & YOUNG

Compte tenu de la situation financière de PALM-CI et des perspectives de redressement qui ne sont pas perceptibles, nous sommes d'avis que la provision pour dépréciation des titres et créances doit être réévaluée.

Cependant, dans l'attente de la mise en œuvre effective du plan de redressement de cette société, nous ne pouvons apprécier le niveau de provision requis afin de couvrir le risque de perte.

Sous cette réserve, nous certifions que les états financiers annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2003, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par le Système Comptable de l'OHADA (SYSCOHADA).

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés à l'actionnaire sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées dans la partie I ci-dessus.

Le 10 juin 2004

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS

ERNST & YOUNG

Flan Oulaï
Associé

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-comptable diplômé

Immeuble Alpha 2000 - Plateau
05 BP 1361 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 41.970.000
R.C.C.M. Abidjan 45636

5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Aux Actionnaires
UNILEVER COTE D'IVOIRE

ABIDJAN

Messieur, Mesdames

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de cet exercice.

1. CONVENTIONS CONCLUES AVEC LA SOCIETE UNILEVER OVERSEA HOLDING LIMITED

Administrateur commun : La société UNILEVER Overseas Holding Limited,
représentée par Monsieur Serge Agnero.

1.1 CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Nature et objet : La société UNILEVER Côte d'Ivoire bénéficie d'une assistance technique accordée par UNILEVER PLC et UNILEVER N.V. dans le cadre de la convention d'assistance qui unit ces deux sociétés à leurs filiales moyennant le versement d'une redevance.

UNILEVER COTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Modalités et rémunération : La redevance acquittée par UNILEVER Côte d'Ivoire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003 s'élève à FCFA 1.435 millions.

1.2 CONVENTION D'EXPLOITATION DE MARQUES

Nature et objet : La société LEVER FABERGE a concédé à la société UNILEVER Côte d'Ivoire la licence d'exploitation des marques Lux, Lever Industriel et Elida Gibbs dans les pays de l'OAPI.

Modalités et rémunération : La redevance acquittée correspond à 3,5 % des ventes hors taxes des produits concernés et s'élève au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003 à FCFA 625 millions.

1.3 CONVENTION D'EXPLOITATION DE MARQUES

Nature et objet : La société ASTRA CALVE a concédé à la société UNILEVER Côte d'Ivoire la licence d'exploitation des marques de mayonnaise Calvé et de mélange St Florigny.

Modalités et rémunération : La redevance acquittée correspond à 3,5 % des ventes hors taxes des produits concernés et s'élève au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003 à FCFA 52 millions.

2. CONVENTION CONCLUE AVEC LA SOCIETE TRITURAF

Administrateurs communs : Messieurs Bosman et Georges Brou.

Nature et objet : Contrat de distribution réciproque entre UNILEVER Côte d'Ivoire et la société TRITURAF, afin d'optimiser la synergie de leur politique de vente et du contrôle des risques des débiteurs, et ce, dans des conditions qui seraient consenties à des distributeurs quelconques.

Modalités et rémunération : Aucune incidence financière n'a été enregistrée au cours de cet exercice.

3. CONVENTIONS DE COMPTE COURANT CONCLUES AVEC LES SOCIETES PALMCI ET PHCI

Administrateurs communs : Messieurs Serge Agnero et Georges Brou.

Nature et objet : Convention d'avance de fonds réciproques selon les besoins avec des sociétés du groupe moyennant les mêmes conditions de rémunération que le T.E.S. de la BCEAO, majoré d'un point cinquante. La situation

UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002

Nature et objet : Convention d'avance de fonds réciproques selon les besoins avec les sociétés du groupe moyennant les mêmes conditions de rémunération que le T.E.S. de la BCEAO, majoré d'un point cinquante. La situation de ces avances est la suivante au 31 décembre 2003 :
Solde en millions de FCFA en faveur de UNILEVER Côte d'Ivoire :
- PALMCI 3.523
- PHCI 2.170

Modalités et rémunération : Les intérêts perçus par UNILEVER Côte d'Ivoire au titre de l'exercice sous revue, se détaillent comme suit, en millions de FCFA :
- PALMCI 565
- PHCI 202

4. AVAL ET CAUTION DONNEE A LA SOCIETE PHCI

Administrateurs communs : Messieurs Michel Aka Angui, Georges Brou et la société UNILEVER Overseas Holding Limited.

Nature et objet : Aval et caution solidaire donnés par votre Société à plusieurs établissements bancaires de la place à la garantie des découverts consentis à la société PHCI.

Modalités et rémunération : Le montant de la caution s'élève à FCFA 135 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Le 10 juin 2004

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS

ERNST & YOUNG

Flan Oulai
Associé

Caroline Zamojciowna-Orion
Expert-comptable diplômé

TEXTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2003, et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice ainsi que les opérations traduites par lesdits comptes et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu le rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité OHADA, l'Assemblée Générale déclare approuver lesdites conventions.

En conséquence, l'Assemblée Générale, donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2003.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuvant l'affectation des résultats proposée par le Conseil d'Administration, décide de porter la totalité du bénéfice net réalisé au compte Report à Nouveau.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la cooptation de Monsieur Marc Desenfans en qualité d'Administrateur faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration du 23 décembre 2003, décide de ratifier ladite cooptation.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le mandat de l'ensemble des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration, nomme en qualité d'Administrateurs et pour une période de une année :

Messieurs

Marc Desenfans
Joseph Aka-Anghui
Gustave Brou
Georges Kouassi Brou
Casimir Aké
Serge Agnero

La Société UNILEVER OVERSEAS HOLDINGS LIMITED, représentée par Monsieur Marc Desenfans

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2004.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant le rapport du Conseil d'Administration, décide d'allouer aux Administrateurs, à titre d'indemnité de fonction et pour l'exercice 2003, la somme brute totale de 10 000 000 de francs CFA avant prélèvement des impôts prévus en la matière, à charge pour le Conseil de répartir ce montant entre ses membres.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal de ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ANNEXES

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**Exercice clos le : **31/12/03**Durée (en mois) : **12**☒ **ZA** EXERCICE COMPTABLE :DU **01/01/03**AU **31/12/03**☒ **ZB** DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES :**31/12/03**☒ **ZC** EXERCICE PRECEDENT CLOS LE :**31/12/02**

DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS :

☒ **ZD** **10** **006492**

Greffe N° Registre du Commerce

☒ **ZE** **008674 S**

N° de caisse sociale

40201 X

N° Code Importateur

N° répertoire des entreprises

010 002

Code activité principale

☒ **ZF****UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**

Désignation de l'entreprise

UCI

Sigle

☒ **ZG****21 75 44 00**

N° de téléphone

21 24 45 67

N° de télécopie

01

Boîte postale

1751**ABIDJAN**

Ville

☒ **ZH****BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

Adresse géographique complète (immeuble, rue, quartier, ville, pays)

☒ **ZI****AUTRES CORPS GRAS**

Désignation précise de l'activité principale exercée par l'entreprise

% Capac. P

M. Michel AKA ANGHUI, Directeur Financier

Nom, adresse et qualité de la personne à contacter en cas de demande d'informations complémentaires

Cabinet Price Waterhouse Coopers et Cabinet Ernst & Young

Nom du professionnel salarié de l'entreprise ou Nom, adresse et téléphone de cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers

Noms et adresses du ou des commissaires aux comptes



Non assujettie

Non,
(refus)Oui avec
réservesOui sans
réserves

Non assujettie



non



oui

Etats financiers certifiés (cocher la case)

Etats financiers approuvés par l'Assemblée
Générale (cocher la case)**MICHEL AKA ANGHUI**

Nom du signataire des états financiers

DIRECTEUR FINANCIER

Qualité du signataire des états financiers

Date de signature

Signature

Domiciliations bancaires

Banque	Numéro de compte
CITY BANK	10701101380
SGBCI	11630327771
STANDAR CHARTED BANK	0100100601100

Sigle usuel : **UCI**

01 BP: 1751 ABIDJAN 01

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Noms	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
Desenfans	Marc	President	01 bp 1751 Abidjan 01
Brou	Kouassi Georges	D G A	" " "

1. Dirigeants = Président Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Administrateur Délégué.

ACTIONNAIRES OU ASSOCIES PRINCIPAUX (par ordre décroissant du capital souscrit)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Nationalité	Capital	
		Montant (millions FCFA)	%
SPCN	2	367	54,94%
PHCI	1	1 087	82,65%
TRITURAF	1	608	13,1%
PALMCI	1	8 797	43,89%
SHCI/EGCI/BIDI	1	185	20%
SOGEST	1	11	80%
TOTAL		11033,84	

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

			Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique : (1)	0 1	ZQ	Entreprise sous contrôle public ☐
ZL	Régime fiscal : (1)	1	ZR	Entreprise sous contrôle privé national ☒
ZM	Pays du siège social : (1)	0 3	ZS	Entreprise sous contrôle privé étranger ☐
ZN	Nombre d'établissements dans le pays :	0 1		
ZO	Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue :	0 0		
ZP	Première année d'exercice dans le pays :	1 9 6 9		

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Valeur Ajoutée (VA) (3)	% activité dans le CA ou la VA
FOODS	010002	10 442 468 638	54,03
HOME CARE	021002	6 469 441 716	33,47
PERSONAL PRODUCT	024002	1 494 296 818	7,73
PERSONAL WASH	011002	885 738 408	4,58
PACKAGING	021001	35 772 424	0,19
Divers			
	TOTAL	19 327 718 004	100

(1) Se référer aux tables des codes

(2) Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C. A. HT, ou de la valeur ajoutée (V. A.).

(3) Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V. A.).

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**Identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	0		0	0
AY	Charges à répartir	0		0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0		0	0
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels	522 401 809	283 401 809	239 000 000	255 540 532
AG	Fonds commercial	89 000 000	0	89 000 000	89 000 000
AH	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	671 150 560	0	671 150 560	671 150 560
AK	Bâtiments	6 918 041 153	4 942 129 219	1 975 911 934	2 472 098 582
AL	Installations et agencements	2 576 158 541	1 512 020 110	1 064 138 431	595 342 794
AM	Matériel	36 385 245 565	21 987 068 134	14 398 177 431	12 520 253 054
AN	Matériel de transport	2 188 885 571	1 917 110 075	271 775 496	426 555 821
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	37 724 962	0	37 724 962	1 543 151 861
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	11 056 211 770	6 121 826 477	4 934 385 293	2 793 118 100
AS	Autres immobilisations financières	6 999 776 463	1 665 478 841	5 334 297 622	5 207 632 908
AW	(1) dont H.A.O.:				
	Brut :	0			
	Net :	0			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (1)	67 444 596 394	38 429 034 665	29 015 561 729	26 573 844 212

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
AZ	Report Total Actif immobilisé	67 444 596 394	38 429 034 665	29 015 561 729	26 573 844 2
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	0	0	0	
BB	Stocks				
BC	Marchandises	757 446 941	0	757 446 941	187 822 18
BD	Matières première et autres approvisionnements	12 701 938 691	1 294 444 862	11 407 493 829	8 941 680 60
BE	En-cours	2 420 753 381	0	2 420 753 381	1 903 203 47
BF	Produits fabriqués	3 058 282 431	38 758 460	3 019 523 971	3 182 039 83
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	14 452 326 162	0	14 452 326 162	16 174 336 84
BI	Clients	16 342 189 559	4 303 819 133	12 038 370 426	10 308 645 21
BJ	Autres créances	18 943 248 143	3 195 889 898	15 747 358 245	10 970 848 05
BK		68 676 185 308	8 832 912 353	59 843 272 955	51 668 576 21
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	919 105 511	0	919 105 511	856 264 58
BR	Valeurs à encaisser	3 620 064 610	0	3 620 064 610	1 971 023 59
BS	Banques, chèques postaux, caisse	2 960 154 031	0	2 960 154 031	6 242 868 05
BT		7 499 324 152	0	7 499 324 152	9 070 156 22
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	
BZ		143 620 105 854	47 261 947 018	96 358 158 836	87 312 576 66

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	8 053 000 000	8 053 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	808 326 636	808 326 636
CE	Ecart de réévaluation	0	0
	Réserves indisponibles	1 804 706 303	1 808 517 135
CG	Réserves libres	0	3 650 056 865
CH	Report à nouveau	773 516 662	640 623 931
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 501 547 736	1 314 635 886
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	0	0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	3 240 169 216	4 416 415 807
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	16 181 266 553	20 691 576 240
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	0	0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	0	0
DD	Provisions financières pour risques et charges	0	0
DE	(1) dont H.A.O. : 0		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	16 181 266 553	20 691 576 240

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total ressources stables	16 181 266 553	20 691 576 2
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	0	
DI	Clients, avances reçues	6 099 652 449	4 885 488 0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	26 549 538 145	31 911 250 4
DK	Dettes fiscales	1 372 428 982	1 347 114 9
DL	Dettes sociales	2 442 249 145	2 548 620 7
DM	Autres dettes	952 552 224	258 997 4
DN	Risques provisionnés	0	
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	37 416 420 945	40 951 471 0
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	0	
DR	Banques, crédits de trésorerie	42 741 807 601	25 592 833 0
DS	Banques, découverts	18 663 737	76 695 4
DT	TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	42 760 471 338	25 669 528 0
DU	Ecarts de conversion - passif (V) (gain probable de change)	0	
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	96 358 158 836	87 312 576 0

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

01 BP : **1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	1 505 163 364	1 057 364 5
RB	- Variation de stocks (- ou +)	-569 624 759	-14 650 8
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	73 318 696 765	72 367 890 5
RD	- Variation de stocks (- ou +)	-2 754 124 269	1 554 636 9
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	6 055 579 136	8 175 577 2
RH	- Variation de stocks (- ou +)	165 128 728	-19 024 2
RI	Transports	3 845 523 284	3 236 997 0
RJ	Services extérieurs	12 353 734 087	10 305 588 6
RK	Impôts et taxes	1 474 592 027	1 668 963 6
RL	Autres charges	3 660 714 175	1 516 673 3
	(Valeur ajoutée voir TN)		
RP	Charges de personnel	14 821 452 999	15 509 684 3
RQ	(1) dont personnel extérieur	1 172 137 135 1 193 793 569	
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et provisions	3 095 357 996	4 396 343 3
RW	Total des charges d'exploitation	10 721 523 3	10 721 523 3
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

01 BP : **1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises	1 057 105 768	1 152 992 611
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES 121 567 163 110 278 854		
TC	Vente de produits fabriqués	114 692 922 326	120 314 039 804
TD	Travaux, services vendus	581 127 046	1 250 466 877
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)	339 773 309	603 561 104
TF	Production immobilisée	31 121 313	666 640 447
TG	MARGE BRUT SUR MATIÈRES 45 080 371 498 48 912 180 637		
TH	Produits accessoires	909 563 855	816 959 567
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH) 117 240 718 995 123 534 458 853		
TJ	(1) dont à l'exportation 33 811 126 317 42 051 801 071		
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	771 486 925	402 384 477
TN	VALEUR AJOUTÉE 19 327 718 004 25 357 027 868		
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION 4 506 265 005 9 847 343 550		
TS	Reprises de provisions	1 297 235 309	6 198 182 421
TT	Transferts de charges	0	0
TW	Total des produits d'exploitation	118 038 335 851	131 405 227 901
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION 2 708 142 318 11 649 182 602 Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

01 BP : **1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le : **31/12/03**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	116 972 193 533	119 756 044 699
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	3 223 396 268	1 935 033 633
SC	Pertes de change	54 505 290	44 341 819
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	746 851 584	4 676 774 037
SF	Total des charges financières	4 024 753 142	6 656 149 489
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	120 996 946 675	126 412 155 186
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	26 384 223	3 588 825 761
SL	Charges H.A.O.	25 644 283	282 963 739
SM	Dotations H.A.O.	0	0
SO	Total des charges H.A.O.	52 028 506	3 871 789 500
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs	0	0
R	Impôts sur le résultat	1 014 327 144	2 264 190 983
SS	Total participation et impôts	1 014 327 144	2 264 190 983
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	122 063 302 325	132 648 135 671
	(Résultat net voir UZ)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**

Sigle usuel : **UCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**

01 BP : **1751 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le : **31/12/03**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	119 680 335 851	131 405 227 30
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	1 003 763 835	1 086 540 40
UC	Gains de change	54 760 550	16 905 69
UD	Reprises de provisions	2 741 611 673	547 381 55
UE	Transferts de charges	0	
UF	Total des produits financiers	3 800 136 058	1 650 827 65
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -) -224 617 084 -5 005 321 831		
UH	Total des produits des activités ordinaires	123 480 471 909	133 056 054 95
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
	(+ ou -) 2 483 525 234 6 643 860 771		
	(1) dont impôt correspondant 869 233 832 2 325 351 270		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	80 567 320	778 343 63
UL	Produits H.A.O.	3 810 832	28 411 94
UM	Reprises H.A.O.	0	
UN	Transferts de charges	0	
UO	Total des produits H.A.O.	84 378 152	806 755 57
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -) 32 349 646 -3 065 033 922		
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	123 564 850 061	133 862 810 53
UZ	RÉSULTAT NET 1 501 547 736 1 314 635 866 Bénéfice (+) ; Perte (-)		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**Exercice clos le : **31/12/03**Durée (en mois) : **12**

1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	3 223 396 268	(TT) Transferts de charges d'exploitation	4 506 265 00
(SC) Pertes de change	54 505 290	(UA) Revenus financiers	1 003 763 83
(SL) Charges H.A.O.	25 644 283	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	54 760 55
(SR) Impôt sur le résultat	1 014 327 144	(UL) Produits H.A.O.	3 810 83
		(UN) Transferts de charges H.A.O	
Total (I)	4 317 872 985	Total (II)	5 568 600 22

CAFG : Total (II) - Total (I)

= 1 250 727 237

(N - 1): 9 847 343 550

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 1 250 727 237 - 4 831 800 000 = -3 581 072 763

(N - 1): 9 847 343 550

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	569 624 759	ou 0
(BD) Matières premières	2 465 813 226	ou 0
(BE) En-cours	517 549 909	ou 0
(BF) Produits fabriqués	0	ou 162 515 866
(A) Variation globale nette des stocks	3 390 472 028	ou 0

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

Sigle usuel : UCI

Adresse : BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE

01 BP : 1751 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale :

6900765 R

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

(suite)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	0	1 722 010 685
(BI) Clients	1 729 725 214	0
(BJ) Autres créances	4 776 510 188	0
(BU) Ecart de conversion - Actif	0	0
(B) Variation globale nette des créances	4 784 224 717	0

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(DI) Clients, avances versées	0	1 214 164 379
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	5 361 712 267	0
(DK) Dettes fiscales	0	25 313 992
(DL) Dettes sociales	106 371 627	0
(DM) Autres dettes	0	693 554 823
(DN) Risques provisionnés	0	0
(DU) Ecart de conversion - Passif	0	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	3 535 050 700	0

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	11 709 747 445	0
--	-----------------------	----------

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	4 506 265 005	9 847 343 550
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	-11 709 747 445	0
- Production immobilisée	31 121 313	666 640 442
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-7 234 603 753	9 180 703 108

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)-

Dénomination sociale de l'entreprise : UNILEVER CÔTE D'IVOIRE

Adresse : BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE

Sigle usuel : UCI

N° d'identification fiscale :

6900765 R

Exercice clos le :

01 BP : 1751 ABIDJAN 01

31/12/03

Durée (en mois) :

12

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées	0		0
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	350 000 000
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	3 174 539 711	80 567 320	-3 894 335 171
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	400 700 719	127 528 901	-3 122 648 664
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	3 367 144 209	0	-3 894 335 171
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	11 709 747 445	0	0
FH	A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	15 076 891 654	0	-3 894 335 171
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	0	0	0
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	3 810 832		-3 810 832
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	15 080 702 486	0	-3 670 794 867

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : **UNILEVER CÔTE D'IVOIRE**Sigle usuel : **UCI**Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI TREICHVILLE**01 BP : **1751 ABIDJAN 01**N° d'identification fiscale : **6900765 R**

Exercice clos le :

31/12/03

Durée (en mois) :

12

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	4 831 799 400	1 250 727 237	-1 600 328 57
	VII. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux		0	
FN	Subventions d'investissement		0	
FP	Prélèvements sur le capital	0		
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)	0	0	
FR	Autres dettes financières (2)	0	0	
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	3 581 072 163	0	-1 600 328 57
FT	D - EXCÉDENTS OU INSUFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	18 661 774 649	0	-8 271 123 24
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	-35 261 147 186		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	-16 599 372 537		
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emplois; - si Ressources)	0	18 661 774 649	
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N-1)	6 952 027 204	0
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	11 709 747 445	0
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	0	18 661 774 649
TOTAL		18 661 774 649	18 661 774 649

Lipton

YELLOW LABEL FINEST TEA BLEND

Quality No. 1

Lipton Yellow vous apporte tous
les bienfaits des feuilles de thé
soigneusement sélectionnées
et cueillies à la main pour
faire le plein de vitalité.



Lipton
YELLOW LABEL
FINEST TEA BLEND
Quality No. 1





Unilever - Côte d'Ivoire

Société Anonyme au capital social de 8 053 000 000 F CFA
Siège Social : 01 B.P. 1751 Boulevard de Vridi - Abidjan 01 - R.C. : 6492 Abidjan